

« La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Ici, nous avons réuni théorie et pratique : Rien ne fonctionne... et personne ne sait pourquoi ! »

Albert Einstein

Août 2018

Stop ou encore ? C'est la question posée au mouvement social alors que la dernière victoire de notre camp remonte à 2006 avec le simple fait d'avoir bloqué le CPE (à noter que, en fragilisant le CDI avec le plafonnement des indemnités prud'homales et en dévoluant aux branches les modalités de recours aux CDD, les ordonnances promulguées en septembre 2017 ont fait pire depuis sans que cela n'entraîne une réaction à la mesure de l'attaque).

Les mobilisations interprofessionnelles depuis 2010, qui ont le mérite d'exister par rapport à d'autres pays où la politique de remise en cause du compromis social issu de la seconde guerre mondiale s'exerce aussi, bien que marquées par de puissantes manifestations et des grèves dans des secteurs stratégiques, ont toutes été défaites. Celles de ces derniers mois ont confirmé ce constat :

- dans le rail, il apparaît désormais clairement que la stratégie mis en œuvre par la CGT, le syndicat majoritaire, ne visait pas tant à obtenir le retrait du pacte ferroviaire qu'à négocier le contenu de ce dernier or les cheminot-es ne se retrouvent au bout ni avec l'un, ni avec l'autre là où leurs 38 jours de grève par intermittence mis bout à bout les auraient mis en position de force, à l'instar de 1986 et 1995,
- chez les étudiant-es, un mouvement d'occupation, qui a compté jusqu'à un tiers des universités mobilisées, a fini par se déclencher plusieurs mois après l'adoption de la sélection et a été marqué par des assemblées générales imposantes et un blocage inédit des examens. Il a connu, à l'approche du Bac, un début d'extension chez les lycéens-nes mais tous deux ont été vite réprimés sans que cela n'entraîne d'ailleurs de réaction de solidarité du mouvement syndical hors celle des secteurs déjà mobilisés.

Dans ces deux cas, nous étions en présence d'un mouvement massif mais, en dépit d'échanges prometteurs, insuffisamment tourné vers l'extérieur pour entraîner puis étendre les autres mobilisations. Par ailleurs, l'absence d'un calendrier cohérent de mobilisation voire d'intersyndicale nationale, a pesé alors que, dans le privé, une nébuleuse de conflits encouragés par ce réchauffement social a eu lieu.

Macron tout-puissant ?

Ces reculs répétés répandent dans les milieux militants l'idée que Macron serait le Thatcher français or la macronie n'est avant tout riche que de nos faiblesses : le pouvoir s'est démonétisé à toute vitesse, arrivant en un an au point d'impopularité auquel Hollande a terminé son mandat. En faisant passer de manière technocratique une politique de régression sans précédent et en l'assumant crânement (« *un pognon de dingue* »), il apparaît au plus grand nombre pour ce qu'il est, un fondé de pouvoir du Capital. L'affaire Benalla, c'est-à-dire la création d'une police politique au sommet de l'Etat, dont les effets vont au-delà d'une crise institutionnelle, a ruiné l'image de chevalier blanc de la politique de Jupiter en la renvoyant aux pires pratiques de l'ancien monde.

Des camarades insistent également sur la faiblesse de l'organisation de notre classe pour prôner un patient travail de reconstruction du mouvement syndical en attendant des jours meilleurs or force est de constater que là où nous sommes, c'est-à-dire là où le salariat est encore massivement organisé (fonction publique, industrie au sens large), le corporatisme va grandissant (ainsi, dockers et routiers ont sauvé les meubles suite à l'adoption des ordonnances et les journées d'action des seuls fonctionnaires se succèdent sans peser pour autant sur le contenu de Cap 2022, rendant illisible de surcroît la perspective de mettre le pouvoir en échec).

Et, là où nous ne sommes pas ou peu, c'est-à-dire là où les conditions d'exploitation des travailleurs – et singulièrement des travailleuses – sont les plus prégnantes, la multiplication des grèves ces dernières années a montré au contraire qu'il existe un potentiel considérable et une disponibilité des plus précaires à l'outil de lutte qu'est le syndicat : Onet, Holiday Inn, restauration rapide, Carrefour etc.

Enfin, aux politiques patronales de plus en plus dures servies par des lois antisociales qui laissent démunies délégué-es et syndicats, répondent des conflits de plus en plus âpres, d'abord par leur longueur (Poste, nettoyage) mais aussi par leurs formes d'actions : séquestration (Goodyear, Air France), grève de la faim (Sodexo, Rouvray) ou occupation (universités, Mc Donald's).

Quand la répression pèse de tout son poids

C'est pour maintenir à tout prix fermé le couvercle de la marmite qui ne cesse de bouillir que patronat et gouvernement se livrent à une fuite en avant dans la criminalisation des luttes dont le traitement réservé à notre camarade Gaël Quirante constitue le dernier avatar. Les techniques de maintien de l'ordre utilisées dans les quartiers populaires sont désormais mis en œuvre contre les travailleurs; manifester désormais, c'est risqué d'être gardé à vue, contrôlé, espionné, mutilé, emprisonné...

Face à cette situation, notre union doit approfondir ses réponses (participation à l'observatoire de la répression syndicale, développement d'un service d'ordre, soutien juridique ainsi que financier au travers de la mise en place de caisses de grève pérennes) sinon la répression continuera à dissuader le plus grand nombre de vouloir s'organiser, que ce soit dans l'entreprise (la crainte de représailles figure parmi les premières raisons qui dissuadent les salarié-es de se syndiquer) comme en dehors (la manifestation en rond du 23 juin 2016, plus jamais !).

Devenir le syndicat du cortège de tête

La création du cortège de tête à Paris et dans quelques villes de l'Ouest à l'occasion de la lutte contre la loi El Khomri de 2016 puis sa continuation montre que la manifestation « active » est devenue la caractéristique centrale des mobilisations ces dernières années. Sa composition, à l'image de sa capacité d'attraction, renvoie à l'éclatement du monde du travail actuel. Le rapport à la violence est également omniprésent, il renvoie pourtant à la question de la diversité des tactiques qui a traversé le mouvement altermondialiste et, au-delà du degré d'engagement que chaque manifestant est prêt à assumer, une réponse coordonnée et massive face à la police reste le meilleur moyen de la ramener à sa place, c'est-à-dire au plus loin des cortèges.

ZAD, Nuit Debout, Front social, plateforme d'enquêtes militantes, collectifs de livreurs uberisés... D'autres formes d'organisation se développent en marge des appareils politiques et syndicaux traditionnels (songeons au ratio entre la participation au cortège de tête et officiel le 1^{er} mai dernier à Paris). Faisons fi de la frilosité et de la routine, notre organisation doit renforcer son apparition en leur sein et repenser son développement pour s'adresser à la classe laborieuse, en particulier au nouveau prolétariat qui s'étend : ainsi, nos structures locales doivent pouvoir organiser directement les isolé-es et chaque syndicat faire preuve de volontarisme au service de notre projet syndical en utilisant un tiers de son temps dans l'entreprise ou le service, un autre tiers en réunion ou en négociation avec l'employeur et le dernier en participant à notre vie interprofessionnelle.

Une attention doit être portée à la jeunesse, à l'image de ce qui est fait par l'UNIRS dans son secteur : en effet, l'entrée dans la vie active est de plus en plus chaotique (l'âge maximal de l'apprentissage vient lui d'être repoussé à trente ans) et notre union a comme singularité de compter une branche jeunes alors qu'un récent sondage montre que cette catégorie est prompte à se révolter et qu'elle n'est pas totalement assujettie au plan économique.

L'unité pour gagner, pas pour témoigner

En mai dernier s'est opéré à deux reprises un regroupement politico-syndical inédit à une échelle nationale qui a abouti à une mobilisation en demi-teinte, voir préemptée par une organisation politique. Plutôt que la seule réaction au plan moral, il faut se doter de revendications en pour car ça n'est pas la justesse des idées qui les fait triompher mais leur force matérielle. Inspirons nous d'une expérience gagnante, celle du LKP de 2009, qui a fait depuis école à Mayotte et en Guyané, car, à commencer par la remise en cause des services publics, la situation en métropole n'est pas loin de celle qui affecte cette France dite périphérique. Comme moyen d'action à la hauteur de la situation, popularisons le recours à la grève et aux blocages, y compris par la population qui n'est seulement salariée, et le refus du dialogue social, bref construisons la grève générale non par des incantations mais au travers de la généralisation des grèves. Attelons-nous dès la rentrée à regrouper, en premier lieu au plan local, tous ceux qui veulent se battre sans attendre l'arme au pied l'offensive de l'exécutif sur les retraites, l'assurance chômage, les services publics ou le travail dominical...

Pour être crédible, le macronisme nous oblige à être aussi radical qu'il peut l'être, à porter un imaginaire à même de convaincre et de prendre la place à leur cauchemar. Laissons le possible à ceux qui l'aiment car eux aussi sont en échec dans leur projet de contractualisation et d'individualisation des rapports sociaux ; popularisons, y compris unitairement, quelques revendications fortes et précises : le passage aux 32 heures comme réponse efficace au chômage de masse, la réintégration de droit des salarié-es licenciés sans cause réelle et sérieuse et le droit de veto des instances représentatives du personnel comme contrepoids au pouvoir patronal ou un salaire minimum à 1.700 euros nécessaire pour vivre. Notre union, forte de de son histoire et qui continue, contrairement aux principales confédérations, à croître pourrait être le pivot d'une telle démarche.

Contribution sur la caisse de grève (transmise initialement en décembre 2017)

Comme le dit le proverbe chinois, "*L'imprévoyant creuse un puits quand il a soif*" aussi mettre en place une caisse de grève pour aider à la réussite de luttes qui s'annonce de plus en plus âpres, à l'exemple récent du conflit Onet, permettant ainsi de concentrer son énergie sur la réussite même du conflit sans en perdre davantage à procéder à la récolte de fonds, voilà qui contribuerait au rôle de notre union dans la période post lois Travail.

Son fonctionnement pourrait être le suivant :

- mise en place d'une caisse nationale, chaque organisation, comme ça peut déjà être le cas et fédéralisme oblige, restant libre de s'en constituer une en propre,
- l'apport financier se ferait sur la base du volontariat des organisations locales comme professionnelles de Solidaires,
- elle servirait à palier les pertes de salaire en cas de grève longue mais aussi de répression (par exemple, la mise à pied conservatoire de délégué-es dans l'attente de la décision de l'inspection du travail),
- elle serait gérée par une commission nommée en CN tout comme celle des conflits,
- les fonds seraient débloqués après débat à l'organisation demanderesse qui décide ensuite librement de leur répartition.